

CAFE-GEO A TOULOUSE
MERCREDI 30 JANVIER 2002

LE VIETNAM DU « *DOI MOI* » : OUVERTURE ET MUTATIONS

Par **Gabriel WEISSBERG**

(professeur de géographie en classes préparatoires aux grandes écoles)

Dans une Asie pacifique qui connaît depuis plus de trente ans une croissance économique sans égale, le Vietnam a longtemps fait figure de pays à part. Le poids des conflits qui l'ont ensanglanté paraissait ne pas avoir été surmonté et il semblait voué au sous-développement, sur fond d'archaïsme politique et d'émigration clandestine. Avec ses 80 millions d'habitants, le Vietnam fait aujourd'hui encore partie des pays les plus pauvres du monde. Mais, depuis la deuxième moitié des années 1980, le « *doi moi* » (**la politique de changement et de renouveau**) a considérablement modifié la perception que l'on peut avoir de son avenir.

Le bon élève de la classe asiatique.

En quelques années, de nombreuses **réformes structurelles** ont en effet bouleversé l'ordre ancien. La *libération des prix agricoles* et la *décollectivisation des terres* ont fait du pays, qui se débattait avec la faim, un exportateur de riz et de café de premier plan. La plus grande *autonomie accordée aux entreprises* et le développement des *investissements étrangers* ont amené une forte croissance du PIB industriel. Même accompagnées d'une inflation récurrente et d'une dévaluation de la monnaie nationale, ces réformes ont transformé de façon radicale les conditions de vie de la plupart des Vietnamiens.

L'ouverture décidée il y a quinze ans a permis *un boom extraordinaire du commerce extérieur* vietnamien, passé de 2,5 milliards de dollars US en 1985 à plus de 31 milliards de dollars en 2001. Le Vietnam a su s'adapter et varier ses échanges : les pays de l'ancien COMECON (dont la Russie) ne représentent plus que 2,5% des échanges du Vietnam, contre 80% il y a quinze ans, alors même que le volume total des échanges a été multiplié par dix.

A la fin de l'année 2001, le Vietnam était largement considéré comme "*le bon élève de la classe Asie du sud est*" par les organismes internationaux, avec une croissance en 2001 autour de 7% (soit le meilleur chiffre en Asie orientale, après la Chine) et une augmentation significative des exportations. Cet état de fait contraste avec les difficultés des autres pays de la région (Indonésie, Malaisie, Philippines), difficultés qui ne sont pas que d'ordre économique.

Retour au monde

A l'issue de sa réunification en 1975, le Vietnam s'est efforcé vis à vis de l'extérieur de mener une triple politique : maintenir des relations le plus équilibrées que possible avec ses

alliés communistes, Chine et URSS ; essayer de renouer des liens avec ses voisins de l'ANSEA pour sortir de son isolement régional et enfin nouer des relations économiques avec les autres pays industriels (Japon, Europe, Australie). Malgré ses efforts – à partir de 1976 ses diplomates se rendirent dans l'ensemble des pays de l'ASEAN-, cette *première ouverture échoua*, tant ses voisins étaient prévenus contre le Vietnam.

Les sujets d'affrontement se multipliant avec la Chine (contentieux frontaliers, conflits de souveraineté sur les archipels Paracels et Spratleys, exode massif des membres de la communauté chinoise après la nationalisation du commerce en 1978, opposition de la Chine à l'intervention au Cambodge), le Vietnam se tourne vers l'Union soviétique et adhère en juin 1978 au COMECON avant de signer un Traité d'Amitié et de Coopération avec l'URSS. Le développement des relations avec les pays de l'ANSEA est bloqué par l'intervention (décembre 1978) au Cambodge, perçue comme une illustration des visées hégémoniques du Vietnam. L'organisation, alignée sur les positions de la Chine et des Etats-Unis, resta donc très hostile, et ne s'opposa pas en février 1979 à l'attaque du Vietnam par la Chine. Jusqu'au ***Dôï Moi*** (« **Rénovation** »), tournant entériné par le VI^e congrès en 1986, l'isolement diplomatique du pays restera à peu près total.

Ce virage est imposé par le relâchement des liens avec l'URSS après que Gorbatchev eut annoncé à Vladivostock le 28 juillet 1986 la volonté de l'URSS de mettre un terme aux affrontements est-ouest en Asie. D'autre part, la détente dans les relations internationales (entre l'URSS et la Chine d'une part, l'URSS et les USA d'autre part) et enfin l'aggravation des difficultés économiques et sociales à la suite de mauvaises récoltes firent prendre conscience aux dirigeants vietnamiens que la survie du régime passait par une réforme économique de fond. Celle-ci ne pouvait être financée que par des *investissements extérieurs*, ce qui impliquait des relations pacifiées avec ses voisins. Les négociations (qui déboucheront sur les accords de Paris en octobre 1991) permirent d'annoncer un retrait inconditionnel du Cambodge dès 1989, une normalisation progressive des relations avec la Chine, une reprise rapide de relations commerciales et de contacts politiques suivis.

Dès 1988, le Vietnam manifeste son désir de *rejoindre l'ASEAN*. Ses dirigeants participent dès 1992 aux divers comités de l'ASEAN, avant d'en devenir membre formel en juillet 1995 en même temps que le Laos. Symbolisant ce retour sur la scène régionale, le sommet de l'ASEAN se tient en décembre 1998 à Hanoi. En juillet 2000, le Vietnam assume pour la première fois la présidence du Comité permanent de l'organisation. Depuis 1998, le pays est également membre de l'APEC et bénéficie d'une reconnaissance internationale de plus en plus large (visite de F.Mitterrand en 1993 ; sommet de la Francophonie en 1997 à Hanoi). Après la levée de l'embargo américain, la visite de B. Clinton et la signature récente d'un accord commercial, le Vietnam a entamé de rudes négociations pour, sur les traces de la Chine, rejoindre l'O.M.C... Autant d'étapes significatives de son **insertion dans la division internationale du travail**.

L'ouverture reste une aventure.

En acceptant un certain nombre de réformes pour s'insérer dans une nouvelle organisation régionale et mondiale, les dirigeants vietnamiens ont pris le risque d'affronter la **contradiction** -que résume la formule du « *socialisme de marché* »- entre une *économie de plus en plus libérale (encore qu'elle soit loin de l'être tout à fait)* et un *système politique qui continue d'être caractérisé par un parti unique*. C'est le défi que n'a pas su relever la perestroïka soviétique et qu'affronte la Chine depuis 1979. L'ouverture économique reste perçue de façon ambivalente par les autorités. Tout comme en Chine, elles acceptent donc l'ouverture économique et les réformes économiques, mais dans le cadre d'une économie

contrôlée, d'un modèle dans lequel la politique extérieure servirait la croissance économique, mais où la souveraineté et le système politique intérieur seraient protégés.

Ce **défi** paraît difficile à relever à l'extérieur. Les relations avec ses partenaires régionaux, et en particulier avec la Chine, restent potentiellement conflictuelles. En 1999 et 2000, les deux pays ont signé des accords censés régler le problème de la *délimitation des frontières* terrestres, sans que pour autant les vrais points de friction soient supprimés à propos des Paracels et des Spratleys. Sur le plan économique, même si le FMI manifeste une certaine confiance dans les capacités du pays à faire face aux conséquences de la crise asiatique de 1997-1998, son développement n'en reste pas moins *dépendant des flux d'IDE*, tant en volume que dans leur répartition sectorielle ou régionale. A l'instar de ceux du riz il y a quelques années, les cours du café ont été déprimés par le *développement incontrôlé des exportations* : le Vietnam devra vendre toujours plus pour maintenir ses recettes d'exportation. La crise asiatique a en outre renforcé les *tentations protectionnistes* dans la région alors même que le Vietnam n'appartiendra pas avant 2005 ou 2006 au groupe des six pays de l'ANSEA qui viennent de conclure un accord régional de libre-échange.

Les négociations préliminaires à l'adhésion à l'OMC illustrent l'ampleur des contradictions à surmonter. Concernant *les NTIC (et singulièrement Internet)*, le gouvernement vietnamien a clairement indiqué qu'elles étaient une priorité dans l'optique de la modernisation du pays. S'il est utilisé de façon limitée depuis une douzaine d'années, le réseau n'a cependant été ouvert au public qu'à la fin de 1997. Il reste largement sous la coupe de Vietnam Data Communications, une filiale des P&T (VDC), qui continue de filtrer, quoique de façon de moins en moins efficace, les informations disponibles. *La question des OGM* est également cruciale : contrairement à la Thaïlande, premier exportateur mondial de riz, qui s'oppose à l'introduction des OGM, le Vietnam, deuxième exportateur, qui ne peut tabler dans l'immédiat sur la qualité, semble tenté par plus de souplesse. Les autorités du Vietnam poursuivent malgré tout de façon cohérente la politique d'ouverture et de modernisation : elles veulent prouver que le pays, souhaitant s'insérer dans la communauté internationale, est prêt aussi à en accepter les principes et les obligations.

Cette politique d'ouverture suscite également **mutations et interrogations à l'intérieur** : l'économie du pays devra se préparer au surgissement de la concurrence sur son marché, mais aussi l'ensemble de la société à des bouleversements internes. Disons tout de suite que, malgré la nomination récente (avril 2001) d'un nouveau secrétaire général (Nong Duc Manh) à la tête du Parti communiste, rien n'indique que le *régime du parti unique* soit amené à disparaître. Cela traduit tout au plus la prise de conscience de la montée de *tensions sociales, ethniques et politiques* que révèlent à intervalles réguliers des échauffourées, aussi bien dans les régions deltaïques (Thai Binh) que sur les Hauts Plateaux (Pleiku, Ban Me Thuot). Les *déséquilibres régionaux*, favorisés par la bipolarisation du pays, atteignent un seuil critique. La *croissance urbaine* est mal maîtrisée, tandis que s'exacerbent les contrastes entre villes et campagnes. Le développement de la *corruption* et l'emprise de la bureaucratie, sans parler du *gaspillage* des ressources et de la dégradation de l'environnement (en particulier de la *déforestation*), sont des illustrations d'une certaine « mal gouvernance ».

L'avenir du Vietnam pas écrit. Il tient dans trois interrogations :

- ***De quelle façon le pays va-t-il s'insérer dans le système mondial des échanges ?***
- ***Arrivera-t-il à conjuguer durablement le socialisme et le marché ?***
- ***La diffusion des progrès attendus se fera-t-elle dans toutes les couches de la société et dans toutes les régions du pays ?***

Gabriel WEISSBERG

DEBAT

Question 1 : En tant que Vietnamiens, je tiens à revenir sur un certain nombre de points de votre exposé :

Vous avez parlé d'une déforestation à des fins agricoles productivistes, or je tiens à préciser que la déforestation au Vietnam est avant tout liée à 30 ans de guerre destructrice imposée par les Français et les Américains qui ont abusé des défoliants pour lutter contre les Résistants Viets qui se cachaient dans les forêts, mais qui font la sourde oreille aujourd'hui quand le Gouvernement Vietnamien demande des indemnités. Quant à la famine, elle n'a touché le Vietnam qu'en 1945, car alors on a brûlé du riz pour produire de l'électricité. Enfin, la rigidité du système communiste a bel et bien disparu depuis 1993, et si vous allez au Vietnam, vous n'avez qu'à prononcer le mot «phap» qui veut dire « Français » et il jouera pour vous le rôle d'un sésame, dans ce pays où la francophonie est très renommée !

Question 2 : Existe-t-il, comme en Chine, une politique démographique ?

Gabriel Weissberg : Oui tout à fait. Elle est cependant nettement moins coercitive que la politique de contrôle des naissances mise en place par Deng Xiaoping en Chine. Au Vietnam, en effet, on se cantonne à une importante propagande. La contraception est encouragée et l'accès à l'interruption de grossesse est facilité. Le recensement de 1999 fait apparaître un *avancement certain de la transition démographique* : la fécondité a baissé (l'indice est tout de même de 2,8 enfant par femmes). La population continue de croître (le Vietnam compte environ 80 millions d'habitants) mais devrait plafonner d'ici une génération.

Question 3 : Peut-on parler d'identité nationale Vietnamiennne ?

G.W. : Oui, absolument, et celle-ci est fort ancienne. Elle s'est manifestée par exemple dès le XVII^e s., bien avant la période colonialiste, par opposition au puissant voisin du Nord. On peut souligner aussi sans pour autant tomber dans le cliché que c'est sûrement ce sentiment national qui a permis aux Vietnamiens de supporter la souffrance collective qu'ils ont endurée. Il faut cependant dire aussi qu'il existe, en dehors des *Viets* (ou Kinh), ethnies la plus importante, une multitude de minorités nationales, que l'on désignait de façon péjorative par « *Moi* » (Tay, Hmongs, etc.). Imbus de leurs traditions culturelles et de leur maîtrise des techniques rizicoles, les Viets ont souvent manifesté une forme de mépris envers ces ethnies minoritaires des Hauts-Plateaux.

Ces populations ont été sédentarisées et connaissent une paupérisation flagrante, essentiellement liée à une modification drastique de leur mode de vie, de leur organisation sociale. Dans le meilleur des cas elles ont été folklorisées. Officiellement, les minorités font l'objet d'une reconnaissance et d'une valorisation institutionnelles, mais *le fossé est large* entre ce type de reconnaissance officielle (voir le musée des minorités à Hanoi) et les préjugés populaires. Le nouveau secrétaire du Parti, fils présumé d'Hô Chi Minh, est historiquement le premier dirigeant issu de ces minorités, ce qui peut avoir une signification politique.

Question 4 : Est-il exact que la France est le premier investisseur non-asiatique au Vietnam ? Dans un tout autre registre, j'aimerais aussi savoir, sur les 80 millions d'habitants que compte le Vietnam, combien sont paysans ?

G.W. : En 1999, la France était bien le premier investisseur non asiatique au Vietnam (après les îles Virgin qui sont un paradis fiscal) quant au total cumulé des investissements autorisés. Toutefois, ces chiffres sont à manier avec précaution : si l'on prend en compte les statistiques non cumulées, on constate qu'en réalité ce sont les *Etats-Unis qui sont les premiers investisseurs*. Cette évolution met en évidence le caractère très volatile des IDE. La

crise des années 1997-98 a provoqué un net ralentissement des flux d'IDE. Bien des grands chantiers (par exemple de grands complexes hôteliers à Hanoï) ont été subitement ajournés.

Concernant le poids des paysans, contrairement à l'Amérique Latine par exemple, le pays est resté *fortement rural*. La prééminence de la culture du riz a souvent été évoquée pour expliquer de fortes densités rurales. Néanmoins on assiste aujourd'hui à la transformation des campagnes avec la généralisation de la culture des VHR, l'introduction d'engrais, de pompes hydrauliques. La privatisation de fait a permis d'accroître la productivité mais a provoqué du même coup une situation de sous-emploi en milieu rural. Ainsi, actuellement, *1/3 des Vietnamiens résident en ville* et ce pourcentage ne cesse de s'accroître. On cherche à maîtriser cet afflux au moyen de sortes de passeports intérieurs, ou plus exactement de livrets de famille qui contrôlent les déplacements des populations. Le maintien de cette population rurale sur place est étroitement lié au développement d'autres activités qu'agricoles (services, artisanat). Cela représente un des enjeux majeurs du développement dans les années à venir.

Question 5 : J'ai constaté que la question de l'histoire de la colonie vietnamienne n'est pas ou bien parcimonieusement abordée dans les programmes d'enseignement, notamment par rapport à l'Algérie, et cela me pousse à m'interroger : a-t-on occulté la question du colonialisme au Vietnam ?

G.W. : Le fait que l'on traite peu du Vietnam colonial tient d'abord au fait qu'il appartenait à un *ensemble composite qui s'appelait l'Indochine ! Celle-ci n'a pas été, globalement, une colonie de peuplement, contrairement à l'Algérie* et c'est cela qui explique qu'on en ait moins parlé, notamment au moment de la Guerre d'Indépendance qui ne présentait de fait pas les mêmes enjeux pour la population Française. Pourtant la colonisation du Vietnam par les européens est ancienne, puisque dès le XVII^e il a subi une évangélisation, puis une romanisation de sa langue. Cette colonisation est devenue militaire, marchande, et enfin administrative. Le seul moment où on a beaucoup parlé du Vietnam en France a été pendant la guerre, mais les Français n'ont même pas été directement concernés par cette dernière, puisque les appelés n'ont pas pris part au conflit (ce sont des engagés, des troupes coloniales, la Légion Etrangère, etc. qui ont participé aux combats, notamment à Dien-Bien-Phu). Il est intéressant de souligner la nostalgie durable de ceux qui y ont séjourné.

Question 6 : Qu'en est-il de la minorité chinoise au Vietnam ? A-t-elle émigré à la fin de la guerre ? Peut-on établir un lien entre elle et la vitalité des IDE en provenance des anciens comptoirs Chinois (Singapour) ?

G.W. : Il y a une importante diaspora chinoise en Asie du SE (ce terme est d'ailleurs impropre), et cette communauté Chinoise est également fort active au Vietnam. Historiquement les Chinois (parfois des Sino-vietnamiens) ont impulsé le commerce, servi de relais entre villes et campagnes. Cette communauté est particulièrement implantée dans certaines régions comme Saigon (Cholon). *Après 1975, elle a été victime de la défiance des nouvelles autorités* et ses activités ont été restreintes, une partie de ses membres a été contrainte à émigrer dans des conditions très difficiles. Ils ont constitué une partie des *boat-people*, dont on a beaucoup parlé dans les médias occidentaux à la fin des années 1970. *Cette communauté s'est reconstituée, est redevenue active*. La méfiance s'efface devant les flux d'IDE en provenance des communautés Chinoises. Les Chinois sont plus actifs dans le Sud que dans le Nord. Cette question pourrait aussi nous amener à nous interroger sur la qualité des relations entre les deux Etats, en partie souterraines, et sur les enjeux de ces relations.

Question 7 : Quelles sont les relations Nord / Sud du Vietnam ?

G.W. : La séparation du Vietnam à la hauteur du 17^e parallèle et ses conséquences sur l'évolution différenciée des deux parties du pays ont souvent été niées. Pourtant, des

oppositions lourdes de sens perdurent. Elles peuvent être d'ordre *linguistique* (on note des différences d'accent qui font qu'il est parfois difficile à un Vietnamiens du Nord de communiquer avec ses compatriotes du Sud et vice versa) ; elles peuvent être d'ordre *gastronomique* également, mais ces détails ne sont pas les plus importants. C'est plutôt au plan des *comportement économiques* que les différences sont sensibles. Pendant 20 ans (de 1954 à 1975) le Nord a été marqué par l'étatisation, tandis qu'une expérience de la libre entreprise et du marché était menée au Sud. Ces clivages sont à l'origine de clivages parfois sévères au sein du Parti (le Front de Libération Nationale s'est souvent opposé aux apparatchiks du Nord). Dernière illustration : au 8^o Congrès du PC en avril 2001, la municipalité d'Ho Chi Minh-ville a obtenu de pouvoir gérer de façon autonome la *planification urbaine*, et partant de disposer de ressources propres sans en référer au Centre. On peut se demander s'il s'agit-là d'un ferment de division ou bien d'une garantie des libertés dans cette région. D'autre part le voyageur est bien forcé de se rendre compte des différences manifestes entre Nord et Sud. Elles se traduisent dans les *paysages urbains* : le Sud s'urbanise beaucoup plus vite, même si les grandes villes du Nord voient aussi « pousser » des tours. On dira en simplifiant *que c'est le Nord qui dirige, et que le Sud dispose des libertés qu'on veut bien lui accorder*. A chacun de savoir ne pas aller trop loin...

Question 8 : Quelle est l'importance la francophonie au Vietnam ? Concernant les IDE français au Vietnam : sont-ils le fait de Français, ou bien de Franco-vietnamiens ?

G.W. : Les émigrés Vietnamiens (les *Viet Khieu*) ne jouent de rôles actifs que dans les petits projets de développement. Ce sont surtout les *grands groupes industriels* qui investissent. Analysés sur la longue durée, les Français se situent parmi les premiers investisseurs directs au Vietnam. Mais ils sont aujourd'hui rattrapés et dépassés par de nombreux autres investisseurs (Japonais, Australiens, Américains, etc). *L'attachement à un passé colonial n'a que très peu à voir avec les enjeux de la finance*. Les investisseurs Français choisissent plus facilement Singapour, réputée plus stable que le Vietnam.

Quant à la francophonie, contrairement à ce que l'on entend parfois, elles n'a pas disparu ; il reste 200 à 300 000 locuteurs parmi les personnes âgées mais c'est surtout un *outil de promotion pour les jeunes*, un « plus » par rapport à l'Anglais, ce qui explique le succès des cours du soir. Quant à l'usage que les officiels font de leur appartenance à la Francophonie (dont un sommet s'est tenu à Hanoi en 1997), c'est une autre affaire...

Intervention de Frédéric Durand (Université de Toulouse-Le Mirail) :

Il souligne la différence entre investissements *agréés* et investissements *effectifs*, car de nombreux prospecteurs viennent au Vietnam pour conclure des marchés avant de posséder les fonds nécessaires, afin de sonder les dynamiques du marché, mais ces prospections ne se soldent pas toujours effectivement par des investissements réels.

Autre remarque, a propos du communisme. GW a évacué trop rapidement ce thème en soulignant la dynamique, positive pour l'avenir du Vietnam, d'une *confrontation avec les idéaux occidentaux et du renouveau du Confucianisme*. Je pense qu'il convient de souligner une *concurrence vivace entre le communisme d'une part et l'Occidentalisme* d'autre part, avec le développement d'un discours opposant la justice au discours de la concurrence qui se développe. Aujourd'hui, le Vietnam connaît une sorte d'ambivalence culturelle où la culture noire serait la culture occidentale avec le risque de corruption qui accompagne la globalisation.

G.W. : Le regain du *confucianisme* au Vietnam est une conjecture. Il s'agirait de faire émerger des valeurs alternatives pour faire face par exemple au développement de l'individualisme. Mais la lecture des compte-rendu du VIII^o Congrès du PC traduit bien une

évolution en ce sens, ne serait-ce que par la disparition de références et de la terminologie habituelle. Un communisme (plus ou moins « soft ») continuera de toutes façons de perdurer : une fraction des dirigeants continuant de considérer l'ouverture comme une aventure dangereuse. Cette méfiance se nourrit de la peur de troubles sociaux, d'une agitation soutenue de l'extérieur. Des phénomènes comme le sida ou la prostitution continuent d'être considérés par certains comme des importations occidentales.

Intervention de Frédéric Fortunel (mémoire de maîtrise sur la culture du café dans les Hauts- Plateaux du Vietnam, édité à L'Harmattan, 2000) à propos des incidents de Buon Me Thuot durant l'été 2000.

Il s'agissait d'incidents au cours desquels les populations du Tay Nguyen se sont rassemblées pour réclamer la restitution de leurs terres spoliées par les migrants. Ces revendications, à la fois d'ordre économique et politique ne sont pas nouvelles au Vietnam (voir l'existence du Front Unifié de Libération des Races Opprimées mis en place par les français). Les provinces concernées se trouvaient pourtant dans des situations de calme depuis une dizaine d'années mais le contexte de la baisse des cours du café a plongé les ethnies nationales dans une situation de désarroi important et de paupérisation. Le Parti a interprété ces mouvements comme une manipulation d'origine étrangère et par la voix de la presse nationale qu'il contrôle, il a dénoncé une association Américaine qui lutte pour le groupement indépendant des ethnies de la région. Pourtant, il est frappant de voir que la chute des prix du café a suffi à ranimer les aspirations nationales des minorités, et ces événements conduisent à *s'interroger sur la pertinence du discours selon lequel le peuple vietnamien est « un bouquet national composé de plusieurs fleurs odorantes ».*

Question 9 : Au niveau de la vie quotidienne, faut-il être membre du Parti pour être chercheur, enseignant, artiste... ?

G.W. : Non, cela n'est désormais indispensable que si on prétend à un emploi au sein de l'appareil d'Etat. Mais cela peut être utile... Le critère des compétences est cependant de plus en plus important.

Question 10 : Peut-on dire pour autant que le Vietnam se démocratise ?

G.W. : Le Vietnam est *encore loin d'être un pays démocratique*. L'armée y joue encore un rôle répressif et de contrôle important (on envisage même d'élargir aux filles le service militaire, d'une durée de deux ans) ; la liberté d'expression, bien qu'elle ait progressé, n'est pas sans risque, et de façon plus générale, on ne pourra parler de démocratie tant que les libertés individuelles ne seront pas garanties et que chaque échelon administratif continuera d'être doublé par un organe du Parti.

Cependant de *nouvelles formes d'expression* semblent possibles. Certaines manifestations de contestation sont tolérées, comme cette manifestation de femmes en décembre dernier, sans doute pour éviter des formes plus violentes de revendications, telles les émeutes de Thai Binh en 1998, finalement présentées comme liées à des dysfonctionnements locaux. Si la liberté de culte n'est pas absolue, il semble bien que les contraintes qui pesaient sur les pratiques religieuses s'atténuent. A ce stade de l'évolution du régime, *tout semble possible, le pire comme le meilleur.*

Compte-rendu du débat établi par Annabelle CANTALA (étudiante à l'UTM)